



Résumé

Les membres du comité directeur, comme les participants invités ont été déçus du manque d'orientation par les organisateurs gouvernementaux du Forum, et ils ont eu l'impression que, soit le gouvernement n'a pas encore arrêté ses politiques et ses positions dans ce domaine, soit il ne les a pas communiquées assez clairement. (Le comité directeur a réclamé au MAECI l'inventaire des politiques et des positions du gouvernement du Canada en matière de communication, mais il n'a obtenu en retour que le document de travail dont il a été parfois question dans les ateliers.)

Si les participants étaient véritablement désireux d'échanger leurs points de vue sur les communications, beaucoup ne savaient pas exactement sur quelle question se pencher ni pourquoi. D'autres participants ont affiché un véritable intérêt vis-à-vis des différentes facettes du domaine de la communication en général et ils voulaient attirer l'attention des autres sur leur propre projet afin de gagner leur appui. Dès que des questions concrètes étaient soulevées ou que des options stratégiques étaient formulées, le débat devenait plus animé et plus productif.

Le ton des échanges a été informel, les désaccords ont été réglés dans le respect mutuel et les participants se sont montrés vraiment désireux de recueillir le plus grand nombre possible de points de vue et de dégager des enseignements susceptibles d'être immédiatement utiles aux décideurs. Certains désaccords n'ont pu être résolus. Une partie des participants, prêchant ardemment en faveur d'une réduction de l'intervention réglementaire gouvernementale, voulaient lancer un appel à la mobilisation en faveur d'une augmentation du soutien accordé par le gouvernement aux entreprises privées

canadiennes, alors que d'autres, favorisant un renouvellement de la présence gouvernementale en faveur du développement démocratique, voulaient faire dévier la conversation sur les questions de justice sociale et de responsabilité internationale.

Malgré ces différences qui n'en finissaient plus, les participants des trois groupes de travail se sont entendus sur plusieurs politiques à recommander. Afin de replacer ces recommandations dans leur contexte, le lecteur est fortement invité à lire le rapport dans sa totalité. Il importe de reconnaître que certains participants ont émis des réserves ou formulé des préoccupations sur une partie des recommandations en question et que d'autres auraient préféré que nous adoptions des recommandations allant plus loin que celles qu'on retrouve ici.

Voici les grandes recommandations, communes aux trois groupes de travail :

- élargir les mécanismes actuels de participation du public à la formulation de la politique étrangère et admettre d'autres participants aux processus de consultation. Communiquer le détail des réactions aux participants, les tenir informés des consultations et des décisions subséquentes et montrer l'intention d'intégrer les recommandations formulées aux mesures stratégiques. Utiliser Internet pour ouvrir un autre canal de consultation interactive, plus accessible, plus direct et moins coûteux;
- dans le dessein de promouvoir l'élargissement des infrastructures de communication, tant au Canada que dans les pays en développement, être prêts à intervenir dans des situations d'urgence mais planifier pour le long terme, exploiter l'expérience des ONG canadiennes et se montrer ouverts aux cultures et valeurs locales;